

PARIS  
3 francs par mois.DEPARTEMENTS  
3 fr. par mois.Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

## LA TRIBUNE.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

INSERTIONS

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.

J. B. GIRALDON, DIRECT.-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR  
EN CHEF.

## SOMMAIRE.

Séance de l'assemblée nationale. — Discussion dans les bureaux. — Le cautionnement des journaux. — De la prochaine convocation des électeurs de la Seine. — Nouvelle organisation de la garde mobile. — Réflexions de madame de Staël sur Louis Bonaparte. — Actes officiels du gouvernement. — Revue des journaux. — Préparatifs de guerre de la Russie. — Nouvelles étrangères. — Italie. — Autriche. — Wurtemberg. — Prusse. — Nouvelles des départements. — Nouvelles diverses. — Bourse.

## Paris, 16 Juin.

## Le cautionnement des journaux.

Dans la séance d'hier, une interpellation a amené, de la part du ministre de la justice, une déclaration grave. Il a dit que, bien que non exécutée, la loi sur les cautionnements des journaux était toujours subsistante; qu'il y serait apporté des modifications, mais que le principe en serait maintenu.

Nous prenons acte de cette déclaration; elle marque le premier pas dans une voie rétrograde qui peut conduire la république à l'abîme où s'est perdue la monarchie.

Droit essentiel et imprescriptible, la liberté de la presse, sans entraves fiscales, sans cautionnement ni timbre, ne se laissera pas écraser sans combat.

Il est passé le temps des déceptions et des sophismes gouvernementaux. On ne trouverait plus aujourd'hui les Français assez crédules pour admettre, sur l'assertion de M. Bethmont, qu'il y a liberté de la presse, quand l'exercice de cette liberté est subordonné à des conditions que tous les Français ne peuvent pas remplir.

L'égalité ne serait pas moins violée que la liberté par le rétablissement du cautionnement en matière de presse.

Nous rappellerons ici ce que nous avons déjà dit, à savoir qu'il y a quatre garanties politiques essentielles qu'il n'est au pouvoir d'aucune autorité au monde, soit exécutive, soit législative, de supprimer, sans qu'à l'instant même la résistance à l'oppression devienne le premier, le plus saint des devoirs.

Ces garanties, nous ne nous lasserons de le redire que lorsqu'on se lassera de le nier par des actes liberticides, sont la liberté individuelle, la liberté de la presse sans cautionnement ni timbre, le jugement par jury, et le vote universel.

Nous attendons, sur ces quatre garanties capitales, l'œuvre du comité de constitution. Nous verrons s'il ose proclamer, comme l'a fait hier M. Bethmont, ainsi que l'avait fait avant lui M. Guizot, qu'il faut donner des garanties de fortune pour user d'un droit imprescriptible, celui de dire quotidiennement son avis, par la voie de l'impression, sur les affaires de la république.

Si le cautionnement des journaux est rétabli, nous demanderons, par voie d'analogie, que nul ne puisse dans un club, ou dans toute réunion publique, exprimer une opinion politique, sans avoir préalablement déposé un cautionnement au trésor. Car les conséquences d'un discours inflammatoire peuvent être bien autrement graves que la publication d'une opinion dangereuse, si toutefois il peut y avoir un danger quelconque dans cette publication.

En matière politique et sociale, en matière d'administration publique, la presse doit pouvoir dire tout sans réserve, sans exception. Elle doit pouvoir dire le faux comme le vrai, le mal comme le bien; car elle parle au peuple tout entier, et le peuple, juge souverain, a le droit de tout entendre.

La presse doit avoir le privilège de la tribune, celui de ne rien taire, de ne se laisser arrêter par aucune considération individuelle; elle doit jouir d'une inviolabilité absolue dans la discussion des doctrines, dans l'examen des actes du gouvernement et de tous les fonctionnaires publics. Elle doit, comme le misanthrope de Molière, pouvoir dire sans ambage, sans réserve, que tels actes sont mauvais et qu'un homme est pendable après les avoir faits.

On l'accusation est fautive, ou elle est vraie. Si elle est fautive, elle tombe d'elle-même; elle est impuissante. Si elle est vraie, au contraire, il y aurait danger pour le pays à ne pas l'énoncer. En Angleterre et en Amérique, il n'y a pas d'exemple d'un procès de presse pour attaques contre les fonctionnaires ou pour discussion de principes politiques, philosophiques ou sociaux.

Où est donc, dès lors, la nécessité, pour les journaux, d'une garantie en cas de condamnation, qu'on ne doit pas, qu'on ne peut pas prévoir sous la république, où le droit de libre discussion doit être à tout prix maintenu.

On veut, nous le craignons, revenir aux errements de la monarchie; on sonde le terrain; on veut progressivement nous ramener au point d'où nous sommes partis le 24 février. On le veut, on

l'essaie : on n'y réussira pas.

BENJAMIN LAROCHE.

## De la prochaine convocation des électeurs de la Seine.

La démission de M. Louis Bonaparte va nécessiter une nouvelle et troisième convocation des électeurs des quatre départements qui l'avaient élu. Il va falloir qu'un million de citoyens renoncent à leurs affaires les plus pressantes, se déplacent et se dirigent vers l'urne électorale pour la nomination d'un nouveau représentant.

Evidemment le mode d'élection par département est un mode vicieux; et il faut lui substituer au plus vite l'élection par arrondissement, si l'on ne veut rendre impossible, impraticable, l'application du suffrage universel direct.

Les inconvénients du scrutin de liste sont palpables; l'expérience qui en a été faite est décisive. Ce mode ne permet pas à la souveraineté électorale de s'exercer en connaissance de cause; il oblige l'électeur à prendre des listes toutes faites, à voter en aveugle et sur la foi de comités électoraux dont rien ne lui garantit le patriotisme et les lumières.

L'élection par arrondissement, en ne demandant à chaque électeur qu'un seul choix, lui permet de le faire avec discernement et maturité; concentrant sur un seul candidat sa pensée, ses investigations, il peut s'assurer de sa moralité, de sa capacité, de ses titres à l'estime du pays.

Il peut débattre contradictoirement avec lui les conditions et les termes de son mandat législatif, obtenir les explications utiles, les engagements nécessaires.

Mais un avantage qui lui est propre, et qui doit déterminer en sa faveur, c'est qu'en cas de réélection, il n'oblige pas tout un département à y prendre part.

Si le département de la Seine avait été divisé en trente quatre collèges électoraux, ayant chacun un représentant à élire, ce n'est pas le département tout entier, mais un seul collège, ou un trente-quatrième de la population électorale de la Seine, qui serait maintenant appelé à procéder à un nouveau choix.

Aux élections générales, trois cent mille électeurs de la Seine ont déposé leur vote dans l'urne; 450 mille seulement ont concouru à l'élection des onze nouveaux représentants, par suite d'élections doubles. Il est plus que probable que ce nombre sera considérablement réduit dans l'élection à laquelle va donner lieu la démission de Louis Bonaparte. Il est à craindre que ceux qui ne l'avaient pas élu, ne s'abstiennent, que ceux-là seuls ne prennent part à l'élection, qui lui avaient donné leurs voix, et qui persisteront à les lui donner encore.

Un semblable résultat, qui n'est malheureusement que trop probable, amènerait des complications dont il serait difficile de calculer à l'avance le terme et la portée.

Nous savons tout ce qui a été dit sur les influences de clocher, que favorisait, dit-on, l'élection par arrondissement. Le vrai remède à ce mal, qui existait à un si haut degré sous le monopole électoral de la monarchie, est dans le suffrage universel. Il faut distinguer dans les intérêts locaux, entre ceux qui concernent une population toute entière, et ceux qui n'intéressent qu'une minorité. Les premiers s'élèvent à la hauteur d'un intérêt général et ont droit d'être représentés dans l'assemblée, qui résume les intérêts et les vœux de toutes les portions du territoire. Comment les résumerait-elle ces intérêts divers dont la réunion constitue l'intérêt national, si on les empêche de se formuler par l'élection, de se donner des mandataires de leur choix? En principe, l'intérêt général se compose de la réunion des intérêts locaux; mais il faut que ces derniers intérêts soient communs à la population toute entière de la localité, et ne soient pas seulement ceux d'une fraction, d'une minorité quelconque, comme cela avait lieu sous la monarchie. A cette condition, ils ont droit d'être représentés.

Nous appelons sur cette grave matière les méditations du comité de constitution; et à cette occasion, nous insisterons de nouveau pour que ce comité fasse publier dans le *Moniteur* la portion de son travail qui est en ce moment achevée, ainsi que le procès-verbal de ses discussions. Persister à refuser cette publicité, ce serait déclarer qu'on veut travailler dans l'ombre, et qu'on dédaigne les lumières et le concours de l'opinion publique.

B. L.

## Actes officiels et communications du gouvernement.

L'assemblée a adopté,  
La commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Pendant toute la durée de son mandat, aucun membre de l'assemblée nationale ne pourra, si ce n'est par suite d'un concours ou de l'élection, devenir fonctionnaire public salarié; ni, s'il est déjà fonctionnaire, obtenir d'avancement ou toucher aucun traitement d'activité, de non-activité, de disponibilité ou indemnité quelconque afférente à ses fonctions. Cependant les officiers des armées de terre et de mer pourront recevoir l'avancement par ancienneté auquel ils auront droit en vertu des lois des 14 et 20 avril 1832.

Art. 2. Les interdictions précédentes ne s'appliqueront pas aux fonctions de ministres, de préfet de police, de maire de Paris, de commandant supérieur de la garde nationale de la Seine, de procureur général près la cour d'appel de Paris. Toutefois les citoyens investis de ces fonctions ne pourront cumuler avec les traitements qui y seraient attachés l'indemnité affectée au représentant.

Art. 3. Il est interdit à tout autre membre de l'assemblée nationale de faire abandon de l'indemnité que la nation lui alloue.

Art. 4. Les membres de l'assemblée nationale constituante pourront être chargés par le gouvernement de la république de missions extraordinaires et temporaires à l'intérieur et à l'étranger. Les dispositions de l'art. 2 relatives au cumul leur seront applicables.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 juin 1848.

Les président et secrétaires,

Contresigné par les membres de la commission exécutive.

La commission du pouvoir exécutif a proposé,

L'assemblée nationale a adopté.

La commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le ministre des travaux publics est autorisé à prélever, sur les crédits mis, en 1848, à sa disposition pour les travaux de chemins de fer, une somme de deux millions de francs (2,000,000 fr.) pour la commande de machines locomotives qui seront prises dans les ateliers français, l'acquisition de voitures destinées à l'exploitation du chemin de fer de Versailles à Chartres, et l'établissement d'un petit atelier de réparations.

Cette somme sera employée de manière à occuper le plus grand nombre possible d'ouvriers des ateliers nationaux.

Art. 2. Le ministre des travaux publics est chargé spécialement de l'exécution du présent décret.

Délibéré en séance publique à Paris, le 16 juin 1848.

Les président et secrétaires,

Contresigné par les membres du pouvoir exécutif.

La commission du pouvoir exécutif, sur la proposition du ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 23 mai dernier, qui a prononcé la dissolution des compagnies d'artillerie et de cavalerie de la garde nationale de Saint-Etienne (Loire),

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté ci-dessus visé, du 23 mai 1848, est rapporté.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil de gouvernement, à Paris, le 16 juin 1848.

Les membres du pouvoir exécutif.

Un arrêté de la commission du pouvoir exécutif vient d'établir près du ministre de la marine une commission chargée de préparer les propositions à soumettre à l'assemblée nationale pour le règlement de l'indemnité qui doit être accordée aux colons, par suite de l'abolition de l'esclavage.

Cette commission est composée des citoyens :

Roger (du Loiret),	} représentants du peuple;
Isambert,	
De Tocqueville,	
Baume (Edmond),	
Morel (Marcelin),	
Hubert-Delisle,	
Schœlcher,	

Rodier, directeur de la comptabilité au ministère des finances;  
Mestro, directeur des colonies.

La nouvelle de l'établissement de la république en France est parvenue le 17 avril à Gorée. Le 19 au matin, le contre-amiral commandant l'escadre des côtes occidentales d'Afrique, après s'être entendu avec le commandant particulier de Gorée, a fait proclamer la république à bord de tous les bâtiments présents sur la rade, qui se sont pavés et ont tiré une salve de 21 coups de canon. Les officiers et les équipages ont accueilli avec enthousiasme la nouvelle ère de liberté ouverte au pays.

Les 23 et 25 avril, les deux bâtiments sont partis pour aller annoncer les événements de février aux comptoirs et aux nombreux croiseurs échelonnés sur la côte depuis Gorée jusqu'au Gabon.

L'esprit d'ordre et de discipline continue de régner sur tous les bâtiments de l'escadre.

De nouvelles dépêches du commissaire de la république au Sénégal et du commandant de la station de la côte occidentale d'Afrique des 21 et 24 avril, sont parvenues au ministre de la marine et des colonies. Elles rendent compte d'une première expédition faite contre le village d'Aby, rivière d'Assinie, à l'effet de punir l'assassinat commis sur le chef de cet établissement et les neuf soldats qui l'accompagnaient.

Réunissant au personnel du comptoir des détachements du *Marsouin*, de la *Panthère* et du *Narval*, le lieutenant de vaisseau Subra, commandant ce dernier bâtiment, a remonté la rivière, a fait raser le village d'Aby, et en a fait enlever toutes les pirogues. Avant de quitter Assinie, il a été itérativement imposé au chef Amatou l'obligation d'arrêter et de livrer les meurtriers.

Le commandant du *Narval* a profité de cette occasion pour se rendre aussi au comptoir de Grand-Bassam, à l'effet de demander la réparation du pillage d'une embarcation appartenant à notre commerce.

Quoique le capitaine Subra eût fait connaître préalablement par des envoyés que son intention était seulement d'entrer en pourparler avec les chefs, l'expédition a été accueillie, dans le haut de la rivière, par une fusillade qui a pu se prolonger quelque temps, à cause de la supériorité du nombre des assaillants et des avantages que leur donnait le terrain. Les embarcations sont redescendues au bas de la rivière sans avoir, d'ailleurs, éprouvé aucune perte d'hommes, et sans ramener de malades, malgré les fatigues inséparables d'une opération semblable.

On attendait l'arrivée prochaine de trois autres bâtiments de la station



à la Côte-d'Or, pour agir plus efficacement, et pour exiger, de la part du chef d'Assinie, l'accomplissement de ses engagements.

#### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

*Ecole des maîtres-ouvriers-mineurs d'Alais (département du Gard.)*

L'école des maîtres-ouvriers-mineurs d'Alais est destinée à former des contre-maîtres qui possèdent à la fois assez de pratique pour surveiller et guider le travail des ouvriers, assez de connaissances théoriques pour bien comprendre et exécuter les ordres d'un directeur d'exploitation.

Cette école est appelée à rendre d'utiles services à l'industrie minière. Fondée depuis trois ans seulement, elle est encore peu connue. On croit devoir appeler sur cet établissement l'attention des chefs d'exploitations, et leur faire connaître que des bourses ont été fondées à l'école d'Alais en faveur des jeunes ouvriers mineurs, par divers départements, ainsi que par l'administration des travaux publics; elle les invite à se concerter avec les ingénieurs des mines pour rechercher, parmi les ouvriers mineurs, des candidats satisfaisant aux conditions d'admission établies par le règlement de l'école, et pouvant avoir des titres à l'obtention de ces bourses.

L'extrait ci-après du règlement de l'école fait connaître les conditions à remplir par les candidats, et l'instruction que reçoivent les élèves.

— Un bataillon de la garde républicaine réorganisée a été placé hier à la préfecture de police.

DEPARTEMENTS.—L'arbre de la liberté a été planté à Montagut le 1<sup>er</sup> de ce mois et béni par le desservant. Une fête patriotique a eu lieu à cette occasion. (Mémorial des Pyrénées.)

— Le 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, qui était à Rouen au moment des troubles qui ont agité si péniblement cette ville, est arrivé avant-hier à Caen pour y tenir garnison. Malgré une pluie battante, un très grand nombre de gardes nationaux de la légion, mêlés avec d'autres citoyens non revêtus d'uniforme, n'en sont pas moins allés au-devant de nos braves soldats, aux portes de la ville, pour fraterniser avec eux à leur entrée.

TRIBUNAUX.—La cour régulatrice vient de faire une première application du décret d'amnistie, rendu le 31 mai dernier, au profit des gardes nationaux antérieurement condamnés pour infraction aux lois sur la garde nationale. Cette question s'est présentée sur le pourvoi formé par M. Walemski, ex-grenadier du 2<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion de Paris, contre une décision du conseil de discipline de ce bataillon, en date du 18 novembre 1847, le condamnant à quarante-huit heures de prison pour deux manquements à des services d'ordre et de sûreté.

La cour, au rapport de M. le conseiller Jacquinet-Godard, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Charles Nonguier, a rendu, après un long délibéré dans la chambre du conseil, un arrêt ainsi conçu :

« Attendu que M. Walemski, grenadier du 2<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale de Paris, s'est pourvu en cassation contre le jugement rendu par le conseil de discipline de ce bataillon, le 13 novembre dernier, qui l'avait condamné à quarante-huit heures de prison, par application de l'art. 89 de la loi du 22 mars 1831, pour infraction au service de la garde nationale ;

« Attendu que la commission du pouvoir exécutif, par son arrêté du 13 mai dernier, publié au Bulletin des lois, a accordé amnistie pleine et entière pour toutes les infractions commises au service de la garde nationale antérieurement à la date de cet arrêté ;

« La cour, par ces motifs, dit qu'il n'y a lieu à statuer sur le pourvoi ; ordonne la restitution de l'amende consignée par M. Walemski. »

TRIBUNAUX ÉTRANGERS.—On écrit de Naples, le 27 mai : La cour suprême de justice, remplissant à Naples les fonctions de la cour de cassation, avait à juger une cause où il s'agissait de troubles apportés dans l'exercice du culte catholique. L'auditoire était nombreux. Les avis du barreau semblaient partagés; cependant il n'y avait rien à qui eût trait à la politique. Les événements du 15 mai et des jours suivants ne sont pas du ressort des tribunaux ordinaires; il ne paraît pas même que l'on songe à en saisir des commissions militaires.

« Il s'agissait d'une scène scandaleuse qui s'est passée dimanche pendant la messe dans l'église du village de Casti, dans la province dite la Terre-de-Labour. Un jeune paysan, Carmine Grande, s'était présenté à l'église ayant caché sous ses vêtements un de ces fusils à l'usage des briconniers, dont la monture brisée peut se plier en deux. N'ayant pu trouver place, il profita de moment où les fidèles étaient debout, pendant la lecture de l'Evangile, pour attirer à lui le banc dont Joseph Cipriano et d'autres personnes s'étaient emparés par droits de premiers occupants. Lorsqu'ils voulurent se rasseoir, ce fut Cipriano qui, à son tour, n'eut plus de place. Il s'en plaignit à Carmine Grande, qui lui répondit d'abord par des injures et ensuite par deux grands coups de poing au visage.

Plusieurs personnes, scandalisées ou effrayées se retirèrent. Cipriano éprouva une hémorragie abondante; quant à Carmine Grande, arrêté sur-le-champ par le suisse de l'église, il fut mis en jugement et traduit devant la cour criminelle de la Terre-de-Labour. Convaincu, à l'unanimité, d'avoir commis un acte scandaleux, d'avoir troublé et empêché le libre exercice du culte divin par l'effet de blessures qui ont occasionné l'effusion du sang, et qui pouvaient mettre en danger la vie de Joseph Cipriano, et déclaré en outre coupable d'avoir porté une arme prohibée, il fut condamné à huit années de fer et aux peines accessoires, conformément aux art. 92 et suivants des lois pénales du royaume de Naples.

Le pourvoi de Carmine Grande contre cet arrêt, d'une sévérité excessive, a été soutenu par M. Mancini, son avocat.

La cour suprême, conformément aux conclusions de M. le chevalier Longobardi, avocat-général, a décidé que l'art. 102 de la loi pénale n'était point applicable à l'espèce; qu'il fallait surtout considérer le but que se proposait l'accusé: ce but était évidemment de s'approprier une place sur un banc, et non de commettre une offense contre l'exercice du culte en haine ou par mépris de la religion et de ses ministres.

Il ne s'agit donc que de faits ordinaires avec les circonstances aggravantes d'effusion de sang et d'avoir été commises dans une église pendant la célébration de la messe; d'où il résultait que Carmine Grande avait pu encourir le maximum des peines correctionnelles, mais non une condamnation afflictive et infamante.

La cour a, en conséquence, cassé l'arrêt et renvoyé Carmine Grande devant la cour criminelle de Naples, pour être procédé à un nouveau jugement.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

##### Italie.

ROME.—Deux nouvelles compagnies de carabiniers sont en marche pour aller se joindre à l'armée qui lutte si courageusement pour défendre l'indépendance de l'Italie. (Contemporaneo.)

— Une lettre de Rovigo, 9 courant, annonce que depuis le matin le canon ne cesse de tonner. On suppose que c'est une nouvelle attaque que dirige à peu de lieues de là le général Durando. (Gazzetta di Milano.)

— Nous lisons dans une lettre de Vienne, du 8 juin :

A Montagnana, il y a 23,000 Autrichiens et beaucoup d'artillerie. L'état-major, avec 6,000 hommes et 30 pièces d'artillerie, sont campés à Campagna, à peu de distance de Montagnana.

— On prétend que ce corps d'armée sera dirigé sur Vérone; d'autres disent qu'il veut passer l'Isone pour se retirer à Vienne.

Nous nous attendons à un nouveau bombardement à Vicence.

A Montebello, il y a plus de 2,000 Autrichiens.

— On lit dans la Gazette piémontaise du 42 juin, 2<sup>e</sup> édition :

« Nous suspendons le tirage pour publier les nouvelles intéressantes de l'armée. »

« Du quartier-général principal de Gazzoli, le 10 juin. » S. M., déterminée à chasser l'ennemi de Rivoli, où, disait-on, il était fort par le nombre, la nature des lieux et les travaux de défense qu'il y avait exécutés, en a chargé le lieutenant-général de Sonnaz, commandant le second corps d'armée. Trois brigades des 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions, l'artillerie, le 1<sup>er</sup> bataillon de tirailleurs et les volontaires de Plaisance et de Padoue avaient été mis à sa disposition. Les troupes placées depuis hier à Sega, Colmasino, Cavajon et Costermano, opéraient dès le matin leurs mouvements pour se trouver à temps d'attaquer de front et de flanc les formidables positions de l'ennemi.

« A l'approche des premiers tirailleurs, les arrière-gardes autrichiennes se retirèrent précipitamment, n'ayant été laissées que pour couvrir la retraite de l'armée autrichienne, retraite commencée hier soir et effectuée par toutes les troupes pendant la nuit. Ce matin avant dix heures, Caprino, Rivoli et les environs étaient occupés par nos soldats. Nos tirailleurs et notre artillerie étaient en position de tourmenter par leur feu les derniers corps ennemis retardataires qui suivaient la route de Vérone à Trente.

« La 4<sup>e</sup> division, sous les ordres de S. A. R. le duc de Gènes, devait occuper les hauteurs de Pesina-Hoi et Caprino, passages par où l'ennemi aurait pu s'échapper. Le roi, qui le jour précédent avait transporté son quartier-général à Garda, a voulu suivre au milieu des colonnes de Piémont et de Pignerolle les mouvements qui ont contraint l'ennemi à se retirer sans tenter le moins du monde le sort des armes.

« Cette opération nous procure d'importants avantages. La position de Rivoli est occupée par nos troupes. L'ennemi est refoulé à distance de notre aile gauche; enfin les habitants de plusieurs villages voisins ont pu retourner dans leurs maisons, dont les troupes ennemies ont enlevé presque tout le mobilier, les objets de fer, les clôtures, afin de servir à la construction des barricades et autres défenses de leurs divers camps de Rivoli à Caprino.

« Le chef d'état-major général, DI SALACIO. »

##### Autriche.

VIENNE, 6 juin. — L'empereur s'est retiré à Pesth pour l'ouverture de la diète de Hongrie, où il fera un long séjour.

De Pesth, il passera quelques temps à Prague, et il s'arrêtera ainsi dans chaque principale province. Vienne cessera d'être le séjour habituel de l'empereur.

Il n'y a plus dans la ville que 7,000 hommes de troupes et pas plus de 2,000 aux environs.

Le ministre de la guerre assure que les troupes ne feront aucun mouvement sans les ordres du commandant supérieur de la garde nationale; les militaires ne se seraient pas dérangés le 26 mai, s'il n'y avait pas eu les plus pressantes demandes.

Le service de la garde nationale est fait avec un zèle toujours croissant. Hier soir fut exécuté par Strauss fils un splendide concert à l'Université, avec un immense concours de peuple. La Marseillaise a été exécutée deux fois au milieu des acclamations les plus enthousiastes.

##### Prusse.

BERLIN, 13 juin. — Le président de la police, M. de Minutoli, vient de publier un arrêté portant que les rassemblements sont défendus aux environs de l'assemblée nationale, et les attroupements sont, en général, défendus si ils sont de nature à interrompre la circulation ou à troubler l'ordre public. En cas d'attroupements, deux sommations seront faites par la garde civique, et si l'attroupement ne se disperse pas on procédera à des arrestations et les individus arrêtés seront livrés à la justice. (Moniteur prussien, 14 juin.)

HAMBURG, 12 juin. — Hier les Français résidant ici ont offert au chargé d'affaires de la république française, M. des Essards, un dîner dans l'hôtel Victoria. Beaucoup de toast ont été portés, notamment à la république française et à M. de Lamartine. Le chargé d'affaires a répondu avec dignité et sympathie. Lui-même a porté un toast à l'union intime de l'Allemagne et de la France, et à la prospérité de Hambourg. (Correspondant de Hambourg, 13 juin.)

BRESLAU, 9 juin. — Parmi les trois députés élus pour se rendre à l'assemblée démocratique de Francfort, se trouve Jean Rouge. (Gazette des Postes de Francfort, 14 juin.)

PRINCIPAUTÉ DU DANUBE, 9 juin. — Le projet de la pansomanie, qui consiste à réunir la Moldavie, la Valachie, la Bessarabie, la Bukowine, etc., etc. (8 millions d'habitants), n'a pas réussi. On sait que ce sont les petits boyards élevés en Allemagne et en France qui se trouvaient à la tête du mouvement. (Idem.)

KOENIGSBERG, 9 juin. — La lettre suivante a été adressée par M. le marquis de Circourt, chargé d'affaires de la république française, au professeur de médecine Henri. On se rappelle qu'à l'occasion de la question polonaise on a présenté à l'Assemblée nationale de France une série de dépêches de M. de Circourt au gouvernement provisoire. Le marquis de Circourt fut soupçonné de nourrir des sentiments hostiles envers la Pologne, et comme Mme de Circourt est d'origine russe, ces soupçons se trouvèrent pour ainsi dire confirmés. Le professeur Henri prit dans la nouvelle gazette de Königsberg la défense de l'ambassadeur, dont il connaissait les sentiments par des rapports d'amitié de longue date.

La lettre de M. de Circourt est datée de Berlin, 2 juin. Le passage principal est ainsi conçu : « Depuis le temps de Charles V et surtout depuis le cardinal de Richelieu, tout le monde, en France, a adopté pour principe politique que l'intérêt de notre pays exigeait l'abaissement, l'humiliation et la décadence de votre patrie. Par suite de cette tendance, le soin de notre grandeur a exigé une alliance intime des peuples du Midi d'un côté, et des peuples slaves de l'autre. Les pays germaniques situés entre les deux éléments de cette ligne formidable ont dû être traités comme ils l'ont été dans les années 1648 et 1807. D'après ce système; le devoir principal de tout représentant ou agent confidentiel de la France à Berlin devait être d'employer moins la Pologne même, que l'élément anti-germanique dans la nationalité polonaise, à ébranler les bases de l'Etat prussien et à préparer la ruine totale de l'Allemagne. J'ai compris mon devoir d'une toute autre manière.

« Il m'a semblé que dans l'état actuel de l'Europe, l'intérêt de la liberté et de la civilisation ne pouvait prospérer que par l'accord de la France et de l'Allemagne; que l'unité, la grandeur, la prospérité intérieure de ce dernier pays devait coopérer essentiellement aux plans de réorganisation et à la paix générale de l'Europe, et qu'aucun des efforts des peuples slaves, en tant qu'ils voudraient attaquer l'Allemagne, et ne pas sympathiser avec le développement nécessaire des nationalités germaniques, ne devait être encouragé ou appuyé par nous. Bien que je rendisse pleine justice aux bonnes qualités de la nation polonaise et que je travaillasse continuellement à lui faire un sort plus heureux par l'emploi des moyens pratiques et admissibles, j'ai été cependant obligé, par ces mêmes convictions, d'informer mon pays de la nullité des prétentions élevées par beaucoup de représentants de la cause polonaise, ainsi que de rétablir la vérité altérée par une foule d'assertions, de prévisions de faits qui étaient connus en Prusse, mais inconnus en France; en un mot, de défendre, par tous les moyens, le bon droit de la population allemande, combattue sans cesse par la presse quotidienne et par les clubs. Des motifs qu'il ne m'est pas permis d'apprécier, ont amené la publication d'une partie de ma correspondance, non-seulement officielle, mais même confidentielle. Je n'ose pas m'en plaindre, quoiqu'il en soit résulté pour moi la haine irréconciliable d'un parti dont les émissaires sont répandus dans toute l'Europe. »

« Mais il est indispensable maintenant, pour tout homme qui veut servir sa patrie et le monde, de se considérer comme un guerrier exposé à tous les désagréments et à tous les dangers. J'ai été péniblement surpris de trouver dans des feuilles, qui se disent allemandes et sont signées par des Allemands, des invectives contre un homme qui a compromis sa sûreté personnelle et tout l'avenir de son existence, pour rester juste envers l'Allemagne et resserrer les liens d'une alliance qui doit paraître la plus favorable à l'honneur, à la liberté et à la gloire de l'Allemagne. » (Gazette de Cologne du 16 juin.)

##### Wurtemberg.

STUTTGART. — Des voyageurs arrivés d'Ulm nous apprennent que, dans la soirée du 12 courant, il y a eu un grand tumulte dans les rues de cette ville, et que des cris de Vive la république! se sont fait entendre. Nous pouvons dire que la disposition des esprits n'est guère plus tranquille dans notre capitale. (Gaz. d'Augstbourg, 13 juin.)

#### REVUE DES JOURNAUX.

##### Préparatifs de guerre de la Russie.

Les armemens de la Russie et le mouvement de ses troupes sur toutes les frontières de l'empire méritent d'attirer l'attention de la république française. Nous sommes, à n'en pas douter, à la veille de voir Nicolas mettre à exécution, et par la guerre, ses vastes projets sur l'Europe, dont la politique moscovite poursuit la réalisation depuis plus d'un siècle.

Nous avons indiqué déjà hier, d'après la Gazette de Cologne, la marche des troupes vers les provinces danubiennes et la Transylvanie, la concentration d'autres corps sur la frontière orientale de l'Allemagne et la présence des vaisseaux russes dans les eaux du Danemarck.

Aujourd'hui des nouvelles plus positives nous parviennent, notamment de la Pologne et de la Prusse, sur les mouvements de l'armée moscovite.

Cent mille Russes s'avancent vers la frontière de Posen; et, hier, le bruit courait à la bourse et dans la cité de Londres, qu'un corps d'armée considérable avait pénétré en Prusse et occupé la ville de Memel, défendue seulement par une citadelle.

L'Allemagne ne s'y trompe pas. La Russie menace sa liberté à peine conquise. On peut voir dans les nouvelles d'Allemagne que nous donnons aujourd'hui, que le peuple, pour s'opposer aux desseins de l'autocrate, réclame une alliance offensive et défensive avec la France, et veut que soit déclaré traître à la patrie tout prince allemand qui tendrait la main à la Russie.

L'Allemagne est aujourd'hui notre boulevard, puisqu'on a laissé renverser celui que nous formait la Pologne. Qu'on se hâte donc d'entrer en rapport avec l'assemblée nationale de Francfort, le seul pouvoir que la France républicaine doit reconnaître désormais en Allemagne, et qu'on contracte avec cette assemblée une alliance au nom du peuple allemand et du peuple français.

Nous avons des ambassadeurs et des ministres auprès des cours de l'Allemagne, mais ces cours sont ou hostiles ou impuissantes; et les Etats qu'elles représentent ne vont-ils pas d'ailleurs être absorbés dans la grande unité germanique dont le centre de gouvernement est déjà à l'assemblée de Francfort?

Si on ne le fait pas aujourd'hui, on sera obligé, par la force des choses, de le faire demain. Mais, en attendant, les bataillons russes marchent de toutes parts. Ils seront au cœur de l'Allemagne, et leur avant-garde à notre frontière peut-être, avant que le peuple allemand ait eu le temps de s'organiser pour la résistance, désuni comme il l'est encore par les frontières intérieures et par la politique de ses souverains.

Compterait-on sur le roi de Prusse, par hasard, et sur son libéralisme? Le roi de Berlin se jettera dans les bras du premier régiment russe qui se présentera, et, de concert avec Nicolas, il étouffera dans le sang des populations fractionnées la révolution allemande, pour se jeter ensuite sur la France.

Hâtons-nous donc de nous entendre avec l'assemblée de Francfort! Là est le centre du mouvement national, là sont le cœur et la tête de l'Allemagne. Nous la rendrons forte, cette assemblée que les princes allemands minent sourdement, et la force de ce pouvoir populaire sera la nôtre, contre les projets et les régimes russes.

Ne perdons pas notre temps en paroles. Il est temps d'agir. Pendant que nous discutons et que notre ambassadeur à Berlin entreprend de faire de la diplomatie avec le roi de Prusse, celui-ci prête l'oreille pour entendre venir les Russes, ses alliés.

La Russie n'a-t-elle pas déjà sa main dans les affaires de l'Allemagne par la question du Schleswig-Holstein? N'est-ce pas pour elle un prétexte suffisant pour intervenir? Elle sera fidèle en cela à tous ses précédents. C'est de la même manière qu'elle est intervenue jadis en Pologne, et plus tard en Turquie. (La Réforme.)

##### Les Russes marchent sur l'Allemagne.

Les nouvelles les plus graves et les plus menaçantes nous sont parvenues aujourd'hui.

Les masses russes, au lieu de se jeter sur les provinces danubiennes, ont commencé leur mouvement vers le nord-ouest. Nous nous y attendions et nous l'avons prévu.

Une immense armée, dont le centre sera commandé par Nicolas en personne, s'ébranle et s'avance sur toute la frontière orientale de l'Allemagne.

Nicolas, avec le centre, marche sur Vienne.

La gauche prendra la rive droite du Danube.

L'aile droite se dirige sur Berlin. Hier, le bruit courait déjà à Londres que Memel (Prusse) était occupé.

La garde russe a reçu l'ordre du départ vers l'armée du centre.

Voilà sommairement les graves nouvelles que nous ont apportées les journaux allemands. (Idem.)



On lit dans la *Vraie République* :

L'intention du gouvernement à l'égard de la presse est formulée. Au nom de la liberté et de l'égalité, le citoyen Bethmont déclare que la loi sur les cautionnements des journaux existe toujours : qu'il faudra modifier le tarif en le réduisant, mais qu'on doit conserver le principe. Il approuve un sous-commissaire du département des Vosges qui a empêché un journal de paraître, faute de cautionnement.

Cette déclaration appelle la protestation du citoyen Boulay de la Meurthe qui avait signalé le fait, et du citoyen Xavier Durrieu qui défend généralement la presse sans cautionnement, bien qu'il ait lui-même cent mille francs déposés au trésor qui ne les lui rend pas.

Nous ne nous trompons donc pas sur la mauvaise volonté du gouvernement à l'égard de la presse. Mais qu'il y prenne garde. Ce n'est pas lui qui a fait tomber les entraves légales à la liberté de la presse. C'est la Révolution de Février. La presse n'abandonnera pas cette conquête des barricades, et le peuple n'abandonnera pas la presse, qui est son instrument d'instruction, de progrès et de liberté.

La seule raison qu'on avance pour le cautionnement, c'est qu'il faut une garantie de paiement en cas de condamnation à l'amende. Mais il y a beaucoup d'autres faits que les faits de presse qui peuvent donner lieu à l'amende. Tous les abus de la liberté qui nuisent à autrui ou à l'Etat avec intention criminelle, emportent des condamnations de l'amende. Pourquoi ne demandez-vous pas des cautionnements à tous les citoyens ?

La citation suivante, que nous extrayons de l'ouvrage de Mme de Staël sur la Révolution française, emprunte aux événements des jours derniers, une importance toute particulière :

« Ce n'était pas assez que tous les actes de Bonaparte fussent empreints d'un despotisme toujours plus audacieux ; il fallait encore qu'il révélât lui-même le secret de son gouvernement, méprisant assez l'espèce humaine pour le lui dire. Il fit mettre, dans le *Moniteur* du mois de juillet 1810, ces propres paroles qu'il adressait au second fils de son frère Louis Bonaparte ; cet enfant était alors destiné au grand-duché de Berg. *N'oubliez jamais, lui dit-il, dans quelque position que vous placerez ma politique et l'intérêt de mon empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la France ; tous vos autres devoirs, même ceux envers les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent qu'après. Il ne s'agit pas là de libelles, il ne s'agit pas là d'opinions de parti : c'est lui, lui Bonaparte, qui s'est dénoncé ainsi plus sévèrement que la postérité n'aurait jamais osé le faire. Louis XIV fut accusé d'avoir dit dans son intérieur : L'Etat, c'est moi ; et les historiens éclairés se sont appuyés avec raison sur ce langage égoïste pour condamner son caractère. Mais si, lorsque ce monarque plaça son petit fils sur le trône d'Espagne, il lui avait enseigné publiquement la même doctrine que Bonaparte enseignait à son neveu, peut-être que Bossuet lui-même n'aurait pas osé préférer les intérêts des rois à ceux des nations ; et c'est un homme élu par le peuple, qui a voulu mettre son moi gigantesque à la place de l'espèce humaine ; et c'est lui que les amis de la liberté ont pu prendre un instant pour le représentant de leur cause ! Plusieurs ont dit : Il est l'enfant de la révolution. Oui, sans doute, mais un enfant parricide : devaient-ils donc le reconnaître ? »*

Paris, 15 juin 1848.

Citoyen rédacteur,

Selon mon opinion, chaque représentant doit compte de son vote aux citoyens qui l'ont nommé.

Seul dans mon bureau j'ai protesté contre l'élection de Louis Bonaparte, car je considère son admission comme le premier coup de poignard porté à la république.

J'ai voté contre lui et je voterai de même contre tout autre prétendant.

DAVID (d'Angers),

Représentant du peuple.

## Assemblée nationale.

Fin de la séance du 16.

M. LE GÉNÉRAL LAMORICIERE commence par déclarer qu'il ne peut approuver le projet de décret présenté : il repousse les diverses objections faites contre la colonisation de l'Algérie ; il ne craint pas que jamais l'Algérie veuille se séparer de la France : mais l'Algérie ne peut, dans les circonstances actuelles, être incorporée au territoire français, car on ne peut pas faire disparaître la population arabe. On ne veut pas faire en Afrique ce que les Américains ont fait dans l'Inde, où l'on a empoisonné les Indiens avec des liqueurs fortes pour s'en débarrasser. Si la population arabe continue d'exister, comme elle a des mœurs différentes de la population européenne, il faut nécessairement deux sortes de législation.

On a beaucoup parlé du régime du sabre ; et on a dit que ce régime avait été la cause de l'émigration de 20,000 colons. Cela pourrait avoir quelque apparence de raison si le régime du sabre n'avait été établi que depuis l'arrivée de ces colons en Afrique ; or, comme il existait auparavant, ce n'est pas lui qui les a fait partir.

Si, d'ailleurs, le projet était admis, comme le nombre des représentants en Algérie est du double de celui de la France, en regard à la population, il s'en suivrait que les représentants de l'Algérie seraient beaucoup trop nombreux, et que les représentants de la France seraient obligés de leur céder la place.

Le gouvernement a déjà beaucoup fait pour l'Algérie, et ne faut pas en demander davantage quant à présent. (Très bien ! très bien !)

M. PAUL DIDIER. Le général Lamoricière repousse la proposition que nous avons faite de proclamer la réunion de l'Algérie à la France. Le gouvernement la repousse aussi. Permettez-moi de vous rappeler qu'en 1846, dans un livre qui a été attribué à M. Guizot, se trouvait posée cette question, pourquoi l'Algérie ne serait pas assimilée à la France, pour lui donner les institutions fortes qui seules pourraient réparer le passé, assurer le présent et garantir l'avenir. Je regrette de voir le gouvernement actuel rester dans cette question au dessous du gouvernement déchu.

Il est de notoriété, que l'ancien gouverneur-général ne voulait pas d'institutions civiles, en Algérie. Voulez-vous donc suivre un si déplorable exemple. Permettez-moi de vous citer encore l'ouvrage dont je vous ai parlé. (Assez ! assez ! Parlez ! parlez !) Dans cet ouvrage on soutient que le gouvernement militaire est impuissant à donner des institutions civiles. (Rumeurs.) Il y a, il faut le dire, une sorte de république organisée contre le gouvernement civil, et cependant c'est le seul capable de remédier au mal en Algérie.

M. BERTHOLON s'attache à prouver que l'opinion de la commission est conforme à celle du ministre de la guerre.

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre, dit qu'il n'est pas nécessaire de décréter l'assimilation du territoire algérien au territoire de la France pour lui donner les libertés dont l'Algérie a besoin : le gouvernement a déjà commencé, et il achèvera son œuvre en se maintenant dans de justes limites.

M. DE RANCÉ soutient de nouveau l'assimilation de l'Algérie à la

France ; il rappelle que la commission exécutive, consultée sur l'opportunité du décret, déclarait y adhérer complètement ; les auteurs de la proposition ne devaient pas s'attendre à rencontrer de l'opposition dans les membres du gouvernement. En adoptant la proposition, l'assemblée rendra le crédit à l'Algérie, et le crédit, c'est la vie. (Très bien !)

M. LE GÉNÉRAL BEDEAU. Il n'y a pas à craindre que le gouvernement ait jamais la pensée d'abandonner l'Algérie ; car, au moment de la révolution de février, le premier soin du gouvernement a été de déterminer le nombre de régiments qui devaient rester en Algérie, au moment où l'on pouvait craindre en France une guerre probable.

Le décret que l'on vous propose est inutile ; car l'incorporation de l'Algérie à la France est aujourd'hui un fait accompli. (Bruit divers.)

L'orateur dit qu'il n'y a nulle repulsion contre l'administration civile en Algérie. Il demande au surplus que le comité de l'Algérie soit spécialement chargé de régler tout ce qui est relatif à cette question.

Voix nombreuses. Aux voix ! la clôture !

M. LE PRÉSIDENT met la clôture aux voix : elle est prononcée.

M. LAMARTINE a présenté un ordre du jour motivé ainsi conçu : L'assemblée nationale, renouvelant ses déclarations que l'Algérie est une terre à jamais Française, passe à l'ordre du jour.

M. LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC, ministre de la guerre, déclare adhérer à cette rédaction, qui est mise aux voix et adoptée.

M. LOUIS BLANC proteste contre l'interprétation donnée à la séance d'hier aux paroles qu'il aurait tenues au Luxembourg. Jamais il n'a engagé les ouvriers à se croiser les bras et à ne pas travailler : c'eût été un acte de mauvais citoyen et un acte d'insensé que d'agir ainsi.

La séance est levée à cinq heures trois quarts.

Demain à une heure séance publique.

## Séance du 17 juin

PRÉSIDENCE DE M. PORTALIS.

Le procès-verbal est lu.

M. BABAUD-LARIVIERE demande la parole sur le procès-verbal. Citoyens, dit-il, vous vous rappelez les explications données hier par le citoyen ministre de la justice, au sujet des cautionnements des journaux. (Bruit.) J'ai reçu ce matin une lettre signée par plusieurs directeurs de journaux, m'annonçant que des poursuites sont dirigées contre eux pour n'avoir pas rempli les obligations des lois fiscales sur la presse. Je prie M. le ministre de la justice de vouloir bien nous annoncer quelles sont ses intentions à ce sujet. Il s'agit de savoir si après la révolution de février, si après dix ans de protestation contre ces lois, on entend les remettre en vigueur.

Plusieurs voix. Le ministre a répondu hier à ces questions.

M. PASCAL DUPRAT. Les réponses du ministre de la justice m'ont décidé à soumettre à l'assemblée le projet de décret suivant.

Ce projet, je ne l'eusse pas présenté, il y a six semaines ; mais les explications du citoyen ministre ne me permettent pas de différer.

Voici mon projet :

« Art. 1<sup>er</sup>. Les lois fiscales sur la presse sont abolies.

« Art. 2. Les cautionnements déposés par les journaux existant avant le 24 février, seront remboursés dans le délai d'une année. »

Cette proposition appuyée sera développée ultérieurement.

Suit un rapport de pétitions.

Plusieurs pétitions au sujet de l'instruction primaire sont renvoyées au ministre de l'instruction publique.

De toutes ces pétitions, la plus importante est celle que rapporte M. Auguste Avond.

Des officiers généraux de terre et de mer, au nombre de cinquante-cinq, demandent la nullité des décrets du gouvernement provisoire en date des 11 et 27 avril 1848, qui les ont fait passer du cadre de la réserve à la mise en retraite.

La commission donne son assentiment complet à ce qu'a fait le gouvernement en mettant les officiers généraux à la retraite. Ces officiers généraux étaient dans une situation exorbitante, qui ne peut plus exister sous le régime républicain. Ce n'est point un traitement qu'ils regrettent, ce n'est pas un motif d'intérêt pécuniaire qui a porté les officiers généraux à réclamer contre la décision prise par le gouvernement provisoire ; le comité de la guerre s'empresse de le reconnaître. Ce qu'ils regrettent, c'est l'impossibilité de pouvoir offrir à la France leur vieille expérience, si elle en avait besoin. Pour répondre à ce noble sentiment, le comité de la guerre est heureux d'annoncer que le citoyen ministre de la guerre a pris l'engagement de rappeler non seulement les officiers généraux, mais encore les officiers de tout grade, si la république était attaquée.

M. LE MINISTRE DE LA GUERRE déclare adhérer complètement à la décision prise par le gouvernement provisoire ; il prétend quant à présent se renfermer dans les limites de ce qui a été dit par le rapporteur du comité de la guerre. Sans aucun doute, si l'on avait besoin des services des officiers en retraite, on s'empresse de les rappeler temporairement. Mais il doit être entendu que jamais ce rappel ne pourrait les faire rentrer dans les cadres, et que le ministre garderait complètement son indépendance, telle qu'elle est en face du décret du gouvernement provisoire.

M. BARAGUAY-D'HILLIERS. Le comité de la guerre, en vous proposant d'adopter ses conclusions, vous propose de sanctionner une grande injustice.

L'arbitraire des gouvernements qui se sont succédé avant la révolution de février n'a jamais été aussi loin que l'on a été avec le décret du gouvernement provisoire dont il s'agit. La loi de 1839, si vivement attaquée, n'a pas été rendue dans un intérêt dynastique ; elle a été un rempart contre l'arbitraire royal et ministériel. Quant à ce rappel temporaire dont on a parlé dans le comité de la guerre, il faut qu'il soit fixé et reconnu par une loi ; et quand cette loi sera-t-elle apportée ici et discutée ? En attendant nos camarades souffrent, et si la patrie était attaquée ils devraient renoncer à l'honneur de la défendre, car la loi de 1839 est inflexible. Un officier admis à la retraite ne peut être rappelé. Je me résume : je demande que l'on rétablisse provisoirement le cadre de réserve, et que l'assemblée nomme une commission qui, après un sérieux examen, désigne les officiers généraux susceptibles d'être rappelés dans le cadre de l'armée.

M. LE GÉNÉRAL LEYDET appuie les conclusions de la commission : il est de pénibles devoirs, il faut savoir les remplir.

Le GÉNÉRAL LEBRETTON regrette qu'un savant illustre ait cru devoir appuyer cette mesure désastreuse de son nom, et il demande aussi qu'une commission choisie parmi toutes les célébrités militaires et administratives donnent son avis et proposent des conclusions tendantes à réparer le mal qui s'est fait.

M. LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC, ministre de la guerre. Le privilège de n'être jamais mis en retraite existait avant que le gouvernement provisoire ait décidé qu'il n'y aurait plus de cadre de réserve. Ce privilège ne doit pas être maintenu dans la république.

Le ministre répète ce qu'il a dit au sein du comité sur la possibilité de rappeler les officiers généraux, si l'on avait besoin d'eux ; mais il ne peut engager son indépendance à ce sujet, et ne veut pas qu'on se fasse un titre de ces promesses éventuelles.

M. LARABIT. J'étais alors chef du personnel quand la mesure a été prise, et je puis dire qu'elle l'a été sans qu'on m'ait consulté. (Rires et bruit.) Je ne l'ai apprise que par le *Moniteur* du lendemain. (Nouveau bruit.) Si l'on m'avait consulté, j'aurais pu faire éviter quelques erreurs qui se sont glissées dans ce travail. Ainsi l'on a mis à la retraite un officier qui est mort depuis six mois... (Hilarité générale.)

M. LE GÉNÉRAL GARNIER combat les conclusions de la commission ; le gouvernement provisoire qui n'a pas respecté la magistrature, n'a pas cru devoir non plus respecter l'armée ; la mesure prise par le gouvernement atteinte les bons comme les mauvais ; cette mesure est arbitraire et on ne saurait trop la blâmer.

M. AVOND rapporteur, repousse les divers reproches faits contre les ordonnances des 11 et 27 avril 1848 ; il y aurait quelque chose d'exorbitant à vouloir créer en faveur des officiers qui ne font pas partie de l'armée

active, une position exceptionnelle que la loi de 1834 leur avait donnée. L'armée elle-même ne saurait approuver une institution aristocratique ; elle a complètement adhéré au décret du gouvernement provisoire, qui faisait rentrer les officiers généraux dans le droit commun.

Voix diverses. La clôture ! la clôture !

M. CH. DUPIN paraît à la tribune. Les cris : aux voix ! la clôture, se renouvellent avec force ; le bruit des couteaux à papier augmente ce bruit, qui va toujours croissant.

M. LE PRÉSIDENT, s'efforçant de dominer le bruit. — M. Ch. Dupin demande la parole contre la clôture. (Un demi-silence s'établit avec peine.)

M. CH. DUPIN. J'ai demandé la parole contre la clôture, parce qu'on n'a donné jusqu'ici aucun des motifs républicains qui doivent faire repousser une mesure qui atteint depuis le requisitionnaire de 1792 jusqu'au requisitionnaire de Marengo...

Voix nombreuses. La clôture ! la clôture !

La clôture est mise aux voix et prononcée.

L'ordre du jour est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. On a demandé à entendre le rapport sur la pétition des chrétiens du Liban.

Voix diverses. L'ordre du jour ! l'ordre du jour !

M. DE FALLOUX. J'appuie la demande qui a été faite d'entendre ce rapport sur la pétition des Maronites ; la présence simultanée de M. le ministre des affaires étrangères et de M. le ministre de l'intérieur permettrait d'entendre ce rapport et de le discuter.

Voix diverses. Non ! non ! L'ordre du jour.

L'assemblée passe à l'ordre du jour qui appelle la discussion du projet de loi sur les boissons.

M. DUCLERC, ministre des finances, demande la renvoi de la discussion à lundi, parce qu'il n'a pas eu le temps de prendre connaissance du rapport de la commission.

M. MORTIMER TERNAUX fait observer que lundi doit avoir lieu la discussion du projet de loi sur les chemins de fer ; or, le projet sur les boissons est plus important encore que ce projet sur les chemins de fer. Si donc l'assemblée ne veut pas changer son ordre du jour de lundi, il faut que la discussion sur les boissons ait lieu aujourd'hui même ou au moins demain, quoique ce soit dimanche. (Réclamations nombreuses.)

M. MARÉCHAL demande que la discussion soit au contraire renvoyée à mardi. (Appuyé.)

M. DUCLERC, ministre des finances, dit qu'il ne faut pas ainsi fixer l'ordre du jour sans que le ministre, qui doit être présent à la discussion, soit au moins prévenu.

M. PAUL GILLON demande la discussion immédiate du projet de loi sur les boissons : il reçoit tous les jours de province des lettres véritablement alarmantes ; un plus long retard serait extrêmement préjudiciable, car ce qui importe le plus, c'est de rétablir les choses dans l'état où elles étaient avant le décret du 31 mars.

M. DUCLERC, ministre des finances, tout en reconnaissant que le décret du 31 mars a quelques inconvénients, soutient que ce décret a sauvé l'impôt des boissons. Il demande le renvoi de la discussion à mardi.

Après un débat confus, la discussion est renvoyée à lundi ; elle viendra avant le projet de loi sur les chemins de fer.

M. LE PRÉSIDENT. La chambre veut-elle continuer les rapports des pétitions ? (Où ! où ! Je dois la prévenir que M. Dufaure a demandé à présenter le rapport de la commission des règlements sur un article qui a été renvoyé à cette commission. D'un autre côté, M. Pierre Leroux a demandé à faire au gouvernement des interpellations urgentes. (Mouvement de curiosité.)

M. LACROSSE demande que l'on mette à l'ordre du jour de lundi, après le décret sur les boissons, celui relatif aux officiers de l'état-major de la garde nationale.

Cette proposition est rejetée. La chambre décide qu'elle entendra de suite les interpellations de M. Pierre Leroux.

M. PIERRE LEROUX. C'est avec une profonde douleur que je viens faire des interpellations au gouvernement ; en entrant dans cette enceinte, plusieurs de mes amis cherchaient à me détourner de mon dessein ; mais je ne puis garder le silence lorsqu'il s'agit d'empêcher la guerre civile au sein de notre pays.

Dans le département de la Creuse, un grand nombre de citoyens ont été victimes de collisions affreuses qui ont eu lieu à l'occasion de l'impôt des 45 centimes ; collisions dans lesquelles dix-sept citoyens auraient péri ou du moins auraient été grièvement blessés. Je dis que ce fait a une importance grave, et qu'il est dû uniquement à une mauvaise mesure, à une mauvaise loi dont les inconvénients sont généralement reconnus.

Je demande que le gouvernement vienne nous déclarer à cette tribune quelle mesure il entend prendre pour empêcher le retour de tels désordres, et s'il croit pouvoir tempérer la rigueur de la loi à l'égard de ceux qui ne peuvent payer l'impôt des 45 centimes. Des loi agricoles nous sont promises ; qu'on se hâte. C'est en revenant à des mesures économiques, à de bonnes lois agricoles, qu'on fera face aux difficultés de la situation.

Puisque je suis à cette tribune, je dois m'accuser ici d'avoir rapporté une conversation que j'ai eue avec le ministre du commerce.

M. FLOCON. Je demande la parole.

M. PIERRE LEROUX. Cela n'est pas bien, ni parlementaire. Je reconnais que j'ai eu tort.

M. FLOCON, ministre de l'agriculture et du commerce. Il est vrai qu'il y a eu une conversation entre moi et l'orateur qui descend de cette tribune (Oh ! Oh !). Mais ce qui a été dit des projets du gouvernement n'a point de rapport avec les faits douloureux qu'on vient de citer. Je pense qu'il faudrait d'abord vider cette question (Où ! Où !). J'attendrais donc pour répondre au préopinant.

M. DABOUX. En disant dernièrement que l'impôt de 45 cent. se percevait partout facilement, le citoyen ministre des finances ignorait sans doute ce qui se passe dans le département de la Haute-Garonne. Il y a partout rébellion, résistance sanguinaire dans les campagnes ordinaires ; on a dirigé des forces considérables contre les perturbateurs. La résistance continue et il faut le dire, la plupart des contribuables sont hors d'état de payer. Voici qui est encore plus grave. On empêche de payer ceux qui le pourraient. On les menace de mort et d'incendie. Il faut que le gouvernement nous dise quelles mesures il compte prendre ? (Sensation.)

M. DETOURS signale des faits semblables qui seraient arrivés dans le département de Tarn-et-Garonne. Des magistrats sont partis du chef-lieu et se sont dirigés avec de la troupe sur diverses localités. Dans un endroit, un arbre de la liberté a été surmonté d'un drapeau noir avec un crochet pour pendre ceux qui paieraient l'impôt.

J'ajoute que j'ai fait la promesse, au nom de la république, que l'impôt des 45 centimes serait supprimé. (Violent tumulte.)

M. LE PRÉSIDENT. Une promesse faite ainsi est un appel à la violation des lois. Je rappelle l'orateur à l'ordre.

La séance continue.

## Discussion dans les bureaux.

Le comité des travailleurs a discuté aujourd'hui le rapport de M. Rocher relatif à la proposition de M. Morin, qui tend à modifier les articles 414, 415 et 416 du Code pénal sur les coalitions.

Ce qui a été agité, c'est la grave question de l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal relatifs aux coalitions des patrons contre les ouvriers ou des ouvriers contre les patrons, pour faire hausser ou baisser le salaire. Différents orateurs, MM. Morin, Wolowski, Alkan et Waldeck-Rousseau ont pris part à tour de rôle à la discussion.

La majorité du comité a été unanime dans son sentiment en ce qui touche ces considérations : à savoir que la liberté la plus large devait être garantie aux associations. Cependant est-il juste, convenable, d'admettre une clause exceptionnelle en faveur des coalitions injustes et abusives ? Doit-il être permis aux patrons de s'entendre pour baisser le salaire des ouvriers au dessous de ce qui est nécessaire à leurs besoins, et aux ouvriers de détruire l'industrie nationale par des demandes exagérées qui ne



fussent point en rapport avec les prix de vente des produits ?

Le comité s'est prononcé presque unanimement contre ce que de pareilles mesures auraient de désastreux pour la société toute entière. On a proposé plusieurs moyens, en vertu de divers amendements dont on va ordonner l'impression et qui seront discutés lundi.

Le rapport de M. Pascal Duprat devait être aussi discuté ; il touche, comme on sait, au crédit, à la rumeur et à l'industrie.

La discussion du rapport sur les créances hypothécaires a occupé le comité des finances. Le comité a repoussé le projet de décret, et a proposé d'y substituer un grand système d'impôt qui frapperait le revenu. Il y a là toute une révolution dans notre système de finances.

La commission pour les dépenses secrètes s'est réunie avant-hier pour entendre le ministre de l'intérieur et la commission du pouvoir exécutif. Aujourd'hui on doit entendre quelques-uns des membres de la commission exécutive. Le rapport sera probablement présenté lundi. Les députés du pouvoir ont dû demander la régularisation de tous les crédits jusqu'ici obtenus par eux.

### La Médecine et le Divorce.

Pour tenir la promesse qu'elle avait faite de traiter la question du divorce, la *Démocratie pacifique* publie une lettre d'un médecin sur ce grave sujet. Le mariage est pour l'homme, et principalement pour la femme, une source cruelle de souffrances morales et physiques ; donc il faut décréter le divorce qui est l'unique remède des unes et des autres. Telle est toute l'argumentation de cette lettre. Si son auteur, au lieu de se borner à n'envisager que le côté en quelque sorte matériel du mariage, avait porté ses vues plus haut, s'il l'avait examiné dans son principe et dans sa fin, peut-être aurait-il tiré une conclusion toute différente ; mais il est permis à un médecin d'être avant tout préoccupé de son art.

Quant à nous, qui plaçons la morale au-dessus de la médecine, nous persévérons à croire que la rupture du lien conjugal entraînerait des maux plus universels et plus profonds que tous ceux que la science d'Hippocrate pourrait guérir ; nous persévérons à voir dans l'union de l'homme et de la femme autre chose que leurs propres joies ou leurs propres douleurs, autre chose qu'eux-mêmes. Non, la nature ne les a pas attachés l'un à l'autre pour qu'ils tirent de cet attachement un bonheur égoïste ; elle n'a pas voulu faire du mariage une pure association d'idées, de goûts, de secours, d'intérêts mutuels ; dans ses plans éternels, cette institution, si mal appréciée, doit être une immolation volontaire de l'homme et de la femme à l'humanité.

En s'unissant, l'homme et la femme abdiquent leur personnalité dans les mains l'un de l'autre, pour la transporter sur la tête de l'enfant qui, en retour de ce sacrifice, les empêchera d'être entièrement dévorés par le tombeau. Après le mariage, ils ne s'appartiennent plus ; ils ne sauraient plus disposer d'eux-mêmes sans violer la propriété d'un être qui ne viendra peut-être jamais au monde, mais qui, du moment où il peut y venir, a la puissance créatrice de Dieu pour fondement de ses droits. L'enfant ! mais tout le mariage est là ; l'homme et la femme ne sont que les moyens de l'enfant, ils sont à l'enfant bien plus que l'enfant n'est à eux ; ils sont dans l'enfant bien plus que l'enfant n'est dans eux ; ils sont l'enfant lui-même qui les réunit dans sa personne. En les séparant, considérez ce que vous faites ; vous séparez l'enfant en lui-même, vous brisez l'unité qui constitue sa vie propre ; vous le divisez, vous le déchirez en deux.

Le docteur de la *Démocratie pacifique* aurait-il moins d'humanité pour l'enfant que pour les époux ? Cela ne serait pas juste ; les angoisses d'un pauvre petit être, pour qui le nom de son père et de sa mère deviendrait par le divorce un titre d'humiliation, sont tout aussi vives et beaucoup plus saintes que celles d'une femme ou d'un mari dégoûtés ; sa vie physique et morale est plus profondément atteinte par la séparation de ses parents, que la félicité matérielle de ceux-ci par la contrainte où ils vivent. Mais laissons l'enfant de côté ; le docteur de la *Démocratie pacifique* saura bien lui trouver une famille dans le phalanstère ; ne considérons que les époux ; est-il vrai que l'indissolubilité du mariage soit la cause du trouble qui règne dans leur ménage ? Non, assurément ; car l'indissolubilité par elle-même ne tend qu'à unir, et la discorde ne s'introduit dans le lit nuptial qu'après que les époux ont commencé un divorce moral dont le divorce légal est l'achèvement, loin d'en être le remède.

Si tous les membres de la commission chargée d'examiner le projet présenté par M. Crémieux ne sont pas aussi explicites que nous pour condamner le divorce comme attentatoire aux lois éternelles de la conscience et de la société, tous du moins s'accordent à ne voir en lui, dans ce moment, qu'un principe inopportun de désordres et de répulsions. Le sentiment de la moralité du pays a exercé une pression irrésistible sur l'esprit de ceux que la force des idées philosophiques n'aurait pu déterminer à maintenir la fermeté des liens matrimoniaux. Ce fait doit rassurer les catholiques qui mesurent l'étendue de nos dangers d'un œil désespéré. Les rois s'en vont, mais la justice et la vérité ne s'en vont pas de la sorte ; après qu'on s'est épuisé en efforts pour les chasser, l'observateur attentif les retrouve encore debout au fond du cœur des peuples. Leur règne commence souvent où celui des choses humaines finit.

(L'Ere nouvelle.)

### NOUVELLES DIVERSES.

Hier, un employé supérieur dans l'administration a cru devoir refuser en paiement deux billets de banque de 100 francs chacun. Comme la personne qui présentait ces valeurs s'étonnait de ce refus, insistant pour qu'on les acceptât, l'employé en question montra une circulaire ministérielle, qui l'autorisait à cette conduite étrange. — Cette façon de se procurer du numéraire n'est-elle pas choquante ? Et n'est-ce pas de la part de l'Etat un procédé inqualifiable, dans ce temps de crise financière, que de proscrire et par conséquent de déconsidérer les valeurs émises

par lui ? — Nous soumettons la question à qui de droit.

Malgré tout ce que peuvent dire certains journaux sur l'état de nos ports maritimes, un voyageur arrivé de Toulon nous apprend que des préparatifs considérables sont faits dans l'arsenal de cette ville, et que l'on ne met aucun mystère à continuer de formidables armements. Néanmoins les curieux obtiennent difficilement l'autorisation de visiter les chantiers et les hangars où sont entassés les divers moyens de défense et les inventions les plus destructives, telles que certaines fusées inventées par un capitaine de vaisseau pour incendier toute espèce de navire à une distance de 1,500 mètres.

Le citoyen Louis Chambellan a fait déposer sur le bureau de la chambre, par l'intermédiaire du représentant Léon Faucher, une pétition dont la pensée est celle-ci : Obligation au travail pour tous, et rachat de cette obligation, par les riches oisifs, au moyen d'une redevance au profit des travailleurs malheureux.

Un citoyen nous communique le fait suivant qui prêterait beaucoup aux commentaires :

« J'apprends au pied de l'arbre de la liberté, planté dans le jardin des Tuileries, près du bassin, du côté de la place de la Concorde, par le travailleur jardinier qui prend soin de l'entretenir et de l'arroser, que lui et vingt-cinq de ses camarades sont privés de travail par le maître jardinier, parce qu'ils ont planté cet arbre. On repousse leur réclamation en leur disant : « Qu'on ne peut leur donner d'ouvrage actuellement avant qu'on sache comment tourneront les choses ! et que dans cette incertitude on craint de se compromettre. » Depuis le mois d'avril dernier, tous ces braves gens, qui sont allés chercher cet arbre au Calvaire, sont restés sans ouvrage. »

Le territoire de la France et de ses colonies, interdit à perpétuité à la branche aînée des Bourbons par la loi du 10 avril 1832, est interdit également à Louis-Philippe et à sa famille.

La garde nationale mobile vient de recevoir une organisation nouvelle. En prenant ce commandement, le colonel Damesme a demandé qu'on lui adjoint quatre lieutenants-colonels chargés chacun de l'inspection de six bataillons et de leur surveillance administrative. En même temps, des règlements de discipline intérieure, semblables à ceux de l'armée, ont été faits et commencent à être mis à exécution. On espère ainsi arriver en peu de temps à former de la garde mobile une troupe entièrement militaire. Nous approuvons ces modifications, pourvu que les chefs, en cherchant à inspirer à leurs soldats les principes de discipline, ne cherchent pas aussi à faire oublier à la garde mobile qu'elle est fille de la République sortie des barricades de février. Qu'ils lui rappellent sans cesse que son seul cri de ralliement doit être : *Vive la République démocratique !*

Avant de quitter l'Ecosse pour se rendre en Angleterre, le duc d'Argyle a ordonné à ses hommes d'affaires de ne donner congé à aucun de ses locataires et fermiers, pauvre ou riche, et de n'exercer contre eux aucune poursuite, quel que soit l'arrière de leurs loyers.

On nous écrit de Saint-Jean-de-Port, 9 juin :

« Le bruit se répandit hier que la famille d'Orléans avait pénétré dans le pays basque. Le cri *aux armes !* se fit entendre de toutes parts. On se réunit, on s'assemble ; les fortes têtes se consultent et décident qu'avant de faire une démonstration armée, il faut aller aux informations. Des éclaireurs bien montés et bien armés sont lancés dans la direction, et cette sage précaution a évité le conflit le plus étrange. »

En effet, au lieu de la famille d'Orléans, c'était celle de l'ex-premier écuyer de Louis-Philippe, qui venait s'installer, gémir et pleurer dans son château nouvellement restauré, à Saint-Jean-le-Vieux. Elle est composée de seize membres. Ce sera la petite cour de la vallée.

Pour l'édification des républicains purs, qui veulent la sincérité dans la représentation nationale, il est bon de vous dire que notre représentant, le citoyen Etcheverry, est le frère de celui qui vient cacher dans son château des Pyrénées sa grandeur déchu et rêver à des temps meilleurs.

(Journal du Peuple.)

Le samedi 4<sup>er</sup> juillet prochain, il sera procédé publiquement, à dix heures du matin, à l'Hôtel-de-Ville, au 33<sup>e</sup> tirage au sort des obligations à rembourser dans l'emprunt de 40 millions contracté par la ville de Paris.

A ce tirage, il sera extrait de la roue 1,246 numéros, qui donneront lieu aux primes ci-après :

Le 1 <sup>er</sup> numéro sortant,	50,000 fr.
Le 2 <sup>e</sup> —	20,000
Le 3 <sup>e</sup> —	15,000
Le 4 <sup>e</sup> —	12,000
Le 5 <sup>e</sup> —	10,000
Du 6 <sup>e</sup> au 15 <sup>e</sup> inclusivement, chacun	500
Enfin, le 16 <sup>e</sup> numéro sortant,	1,500

La répartition des primes est indépendante de l'intérêt à raison de 4 0/0 l'an, que rapportent les obligations, qui seront chacune d'un capital de 1,000 fr., remboursable intégralement dans la proportion des tirages successifs.

De nombreuses arrestations ont été opérées à l'occasion des faits qui déjà avaient motivé les mandats décernés contre MM. Persigny et Laity.

On a saisi plusieurs pièces qui ont été placées sous le sceau.

M. Blum, ancien élève de l'Ecole polytechnique, qui avait été nommé délégué des maçons près la commission des travailleurs du Luxembourg, a été arrêté hier soir par M. le commissaire de police Yon, sur mandat décerné par M. Sénard, président de l'assemblée.

M. Blum avait été de la salle des Pas-Perdus au président qu'il le déclarait traître à la patrie s'il ne donnait lecture de la proclamation, jointe à la lettre qui a été lue à la fin de la séance d'hier.

Après un interrogatoire du commissaire de police, Blum a été écroué au dépôt de la préfecture de Police.

Demain, courses et joute à la lance sur les étangs de Ville-d'Avray, à l'occasion du dernier dimanche de la fête.

UN DÉLUGE A ORTHEZ. — Un orage d'une violence extrême a éclaté avant-hier sur Orthez. L'eau est tombée avec une intensité telle qu'une véritable inondation, causée par le débordement du ruisseau dit *Le Grec*, a envahi, en un instant, presque toutes les maisons qui bordent ce ruisseau. Lits, armoires, tables, chaises, comptoirs, etc., surnaageaient et passaient par les fenêtres de quelques habitations ; beaucoup de meubles ont été emportés par le courant.

Ce ne sont pas seulement les rues des Innocents, Saint-Pierre, Pelains et Ganille qui ont eu à souffrir de cette trembe aussi extraordinaire que subite ; plusieurs maisons du quartier Saint-Gilles et de la rue du Commerce ont également été envahies par l'eau ; heureusement, on n'y a constaté aucun dégât.

Il est aussi tombé de la grêle pendant assez longtemps, mais non avec beaucoup d'intensité : nous n'avons pas entendu dire qu'elle ait occasionné des dommages sérieux.

De mémoire d'homme on n'avait vu, à Orthez une semblable inondation : on ne se rappelle pas non plus avoir vu tomber l'eau avec autant d'abondance.

On frémit en pensant aux malheurs irréparables qu'aurait occasionnés cet orage s'il eût éclaté pendant la nuit.

Il paraîtra dimanche, 18 juin, un journal hebdomadaire à 5 centimes, rédigé par une société d'ouvrières, sous le titre de *Politique des Femmes*.

Ce journal socialiste a pour but d'éveiller chez les femmes les idées d'association, de fonder une société d'éducation mutuelle des femmes et de leur donner la facilité de faire leurs réclamations.

Les avis et renseignements doivent être adressés franc de port à madame Désirée Gay, déléguée, rue Notre-Dame-des-Petits-Champs, 89.

La commission du pouvoir exécutif vient de nommer, dit-on, des commissaires qui devront procéder sous peu de jours à un nouveau recensement de la population. Cette mesure est prise en vue de donner à

la commission de constitution les moyens de composer les divers collèges électoraux, et de déterminer le nombre des députés à élire.

On dit que le nouveau directeur du Mont-de-Piété, M. Blaise, a l'intention de supprimer les commissionnaires, et de les remplacer par des bureaux d'engagement qui fonctionneraient gratuitement et feraient les engagements sans augmentation de prix.

Voici le signalement donné par la commission exécutive, lorsqu'elle avait donné l'ordre d'arrêter Louis-Napoléon partout où on le trouverait :

Agé de 40 ans, taille d'un mètre soixante-six centimètres, cheveux et sourcils châtain, yeux petits et gris, nez grand, bouche moyenne, lèvres épaisses, barbe brune, moustaches blondes, menton pointu, visage ovale, teint pâle. Marques particulières : tête enfoncée dans les épaules, épaules larges, dos voûté.

Il paraît que demain dimanche un fort détachement de la première légion de la garde nationale parisienne ira à Blois, prendre part à un banquet offert par la garde nationale de cette ville.

Une proposition d'une nature grave a été faite mercredi dernier au club Démocratique central de la garde nationale, par M. Peupin, secrétaire, représentant à l'assemblée nationale.

M. Peupin a demandé à la tribune que le club protestât contre les tendances et les principes de certains journaux, et notamment du *Republicain Napoléonien*, du *Petit Caporal*, et qu'une démarche fût faite auprès de M. le ministre de la justice, afin que des poursuites immédiates fussent dirigées contre ces journaux.

Un cocher de citadine, le nommé Belhomme, conduisant le numéro 1230, ayant trouvé dans sa voiture un cabas oublié, contenant diverses valeurs pour une somme de 15,000 fr., est venu en faire de lui-même la restitution au propriétaire. Cet acte de probité prouve une fois de plus que le respect de la propriété est profondément enraciné dans la classe des vrais travailleurs.

Le quartier de la mairie, à Nantes, a été vendredi en proie à une vive agitation. Les ouvriers congédiés la veille des ateliers nationaux s'étaient réunis dès neuf heures du matin devant la mairie pour obtenir de nouvelles cartes de travail, qui n'ont pu être disposées assez tôt.

Vers les deux heures de l'après-midi, 200 hommes environ, impatientés d'attendre, proférèrent des injures et des menaces.

Une assez grande fermentation existait dans ce groupe : M. Driole, architecte-voyer, fut maltraité ; l'intervention des autorités et de la garde nationale devint nécessaire pour calmer les mécontents et dissiper le rassemblement.

Tout est rentré dans l'ordre, sans que l'on eût des malheurs à déplorer, et la tranquillité paraît rétablie, grâce aux promptes mesures que la mairie a prises.

Les ouvriers comprennent bien peu leurs intérêts, lorsqu'ils sont assez aveugles pour s'en prendre à l'architecte de la ville de la misère qu'ils endurent. Il est notoire que M. Driole ne s'est pas donné un instant de repos depuis l'ouverture des ateliers nationaux, et qu'il montre le plus grand dévouement aux travailleurs qui y sont employés.

(Courrier de Nantes.)

Il y a quelque temps, une pauvre mère, après avoir épuisé toutes ses ressources et vendu jusqu'au matelas de son lit, s'est présentée chez un commissaire de police pour abandonner à la charité publique son enfant, dont elle ne pouvait plus prendre soin faute de ressources.

Des gardiens de Paris, tous sortis des rangs du peuple, étaient présents au bureau du magistrat. Témoin de la douleur et des larmes de cette femme, ils ont ouvert entre eux une souscription dont le produit a servi à payer la presque totalité de la pension de l'enfant qui, par ce moyen, a pu être conservé par sa mère.

De plus, ils se sont engagés à subvenir aux frais de nourriture dudit enfant, tant que le travail manquera à sa mère.

Les gardiens de Paris dont il est question sont attachés au quartier Saint-Eustache.

Ce trait d'humanité n'a pas besoin de commentaire.

Le directeur-gérant : J.-B. GIRALDON.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

### Bourse de Paris du 17 juin.

BOURSE.	précédente clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
4 0/0 COMPTANT. — 3 0/0, j. du 22 juin...	45 75	46 ..	45 75	45 75
4 0/0, j. du 22 mars...	54 ..	..	..	53 ..
— 4 1/2 0/0...	..	..	..	..
5 0/0, j. du 22 mars...	68 75	69 ..	68 75	68 75
— Emprunt 3 0/0, j. du 22 déc...	..	..	..	..
BELGIQUE. 5 0/0 de 1840, j. nov...	66 3/4	67 ..	66 3/4	..
— Emprunt 1842, j. nov...	..	..	..	..
— 4 1/2 0/0, j. nov...	..	..	..	..
NAPLES. 5 0/0, j. nov...	71 ..	75 50	70 ..	..
ROME. 5 0/0, j. nov...	58 1/2	59 ..	58 1/4	..
ESPAGNE. Dette act., j. nov...	..	..	..	..
— Dette différée ancienne...	..	..	..	..
— Dette passible...	..	..	..	..
— 3 0/0, j. nov...	..	..	..	..
PRÉFECT. Oblig. 1834, j. nov...	..	950 ..	..	..
FIN COURANT. — 3 0/0...	..	..	..	..
— Emprunt 3 0/0...	..	..	..	..
5 0/0...	..	..	..	..
BELGIQUE 5 0/0 de 1840, j. avril...	..	..	..	..
NAPLES. 5 0/0, récep. janv...	..	..	..	..

CHEM. DE FER AU COMPT.	Capital versé.	Précéd. clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Dernier dividende.
Saint-Germain, j. nov...	500	..	..	..	..	50 f. p. un an
Versailles (R. D.), j. janv...	500	118 75	118 75	118 75	118 75	10 f. p. un an
Versailles (R. G.), j. janv...	500	..	..	..	..	..
Paris-Orléans, j. janv...	500	585 ..	587 50	582 50	586 25	61 f. p. un an
Paris-Rouen, j. janv...	500	412 50	415 ..	412 50	412 50	25 f. p. 6 mois
Rouen-Havre, j. janv...	500	206 25	..	..	206 25	4 0/0
Marseille-Avignon, j. janv...	500	222 50	225 ..	222 50	222 50	6 0/0
Strasbourg-Bâle, j. janv...	350	83 75	83 75	83 75	83 75	7 f. p. un an
Orléans-Vierzon, j. janv...	350	..	..	..	..	4 0/0
Boulogne-Amiens, j. janv...	500	..	..	..	..	4 0/0
Orléans-Bordeaux, j. janv...	150	..	..	..	..	4 0/0
Nord, j. janv...	250	338 75	360 ..	338 75	360 ..	4 0/0
Montereau-Troyes, j. janv...	400	..	..	..	..	4 0/0
Lyon à Avignon, j. janv...	100	..	..	..	..	4 0/0
Paris-Lyon, j. sept...	200	317 50	315 ..	313 75	313 75	4 0/0
Tours-Strasbourg, j. janv...	200	337 50	338 75	337 50	338 75	4 0/0
Tours-Nantes, j. déc...	200	342 50	343 75	341 25	343 75	4 0/0
Dieppe-Écamp, j. avril...	200	..	..	..	..	3 0/0
Paris-Seaux, j. mai...	500	..	..	..	..	4 0/0
Montpellier-Cette...	500	..	..	..	..	..

AU 15 COURANT.	Précéd. clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	A primes.	Bourse de Londres
Saint-Germain...	..	..	..	..	..	..
Versailles (R. D.)...	..	..	..	..	..	..
Versailles (R. G.)...	..	..	..	..	..	..
Paris-Orléans...	..	..	..	..	..	18 à 22
Paris-Rouen...	..	..	..	..	..	14 à 15
Rouen-Havre...	..	..	..	..	..	7 à 8
Marseille-Avignon...	..	..	..	..	..	..
Strasbourg-Bâle...	..	..	..	..	..	..
Orléans-Vierzon...	..	..	..	..	..	12 à 8 p
Boulogne-Amiens...	..	..	..	..	..	6 1/4 à 6 p
Orléans-Bordeaux...	..	..	..	..	..	4 1/2 à 4
Nord...	..	..	..	..	..	6 5/8 à 3/8
Montereau-Troyes...	..	..	..	..	..	..
Bordeaux-Cette...	..	..	..	..	..	..
Paris-Lyon...	..	..	..	..	..	..
Paris-Strasbourg...	..	..	..	..	..	..
Tours-Nantes...	..	..	..	..	..	..
Dieppe-Écamp...	..	..	..	..	..	..
Lyon à Avignon...	..	..	..	..	..	..
Montpellier-Cette...	..	..	..	..	..	..

PARIS.—Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.